

# COMMENT RENFORCER LA RÉSILIENCE DES SOCIÉTÉS D'EAU EN AFRIQUE FACE AUX CRISES SANITAIRES ?

**Fadel Ndaw**

Spécialiste Principal en Eau et Assainissement, Banque mondiale



Fadel Ndaw a une expérience de plus de 30 ans dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Il est titulaire du diplôme d'ingénieur de l'Ecole du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg. Il a rejoint le bureau de la Banque Mondiale en Côte d'Ivoire en avril 2019 en tant que Spécialiste Principal Eau et Assainissement. Auparavant, il a servi dans les bureaux de la Banque mondiale au Burkina Faso et en Egypte de 2012 à 2018. Avant de rejoindre la Banque mondiale, Mr. Ndaw a travaillé de 2011 à 2012 pour l'Association Africaine de l'Eau en tant que coordinateur du Partenariat des Opérateurs de l'Eau en Afrique (WOP-Africa) et était basé au siège de Rand Water à Johannesburg.

Fadel Ndaw a joué un rôle important pendant 15 ans, de 1996 à 2011 au Sénégal dans la mise en œuvre de la réforme du secteur de l'hydraulique urbaine et de l'assainissement et comme coordonnateur du Projet Sectoriel Eau (PSE), du Projet Eau à Long Terme (PLT) et du Programme Eau et Assainissement du Millénaire (PEPAM).

La crise sanitaire actuelle a de nouveau mis en évidence l'importance d'accéder à des ressources en eau fiables pour lutter durablement contre le virus et prévenir les pandémies à venir. Sur le continent, entre 70 % et 80 % des maladies sont liées à la mauvaise qualité de l'eau et à l'insuffisance des systèmes d'assainissement. Face à l'urgence liée à la pandémie de la COVID-19, les fournisseurs d'eau ont fait face à de nombreuses contraintes et ont dû s'adapter pour continuer à opérer et fournir de l'eau potable aux populations. Ce papier a pour objectifs d'analyser les principaux problèmes rencontrés par les sociétés d'eau en Afrique durant la crise et de proposer des axes de réflexion pour permettre de renforcer leur résilience afin qu'elles soient prêtes à faire face à de futures pandémies.

## INTRODUCTION

La pandémie de la COVID-19 a imposé d'énormes contraintes aux fournisseurs de services d'eau en Afrique. En effet, les sociétés d'eau ont dû faire face à la baisse des revenus, l'augmentation des coûts (en particulier sur les intrants comme les produits chimiques et les pièces de rechange) et la nécessité de maintenir la qualité du service et de mettre en place des dispositifs d'urgence pour fournir de l'eau potable aux communautés les plus vulnérables. Si le lavage des mains est universellement reconnu comme une mesure d'atténuation de première ligne aux risques de contamination au coronavirus, il est avéré que fournir des services continus d'eau potable à tous pendant la phase d'urgence de cette crise a été un énorme défi.

## LES SOCIÉTÉS D'EAU EN AFRIQUE ONT DÉPLOYÉ DES STRATÉGIES EFFICACES POUR FAIRE FACE À LA CRISE

De nombreuses villes en Afrique ont dû prendre des mesures d'urgence pour limiter la contamination et la contagion. Près de 60 % de la population en Afrique sub-saharienne vit dans des bidonvilles et des établissements informels où le risque de transmission communautaire est très élevé. Le manque de services et d'infrastructures de base, notamment en matière d'hygiène et la dépendance à l'égard des installations collectives (par exemple, bornes-fontaines ou latrines publiques) où la distanciation physique est difficile à respecter ont pu contribuer à l'accélération des taux d'infection et l'aggravation des difficultés pour contenir la maladie.

La municipalité de eThekweni, sur la côte Est de l'Afrique du Sud compte 3,8 millions d'habitants dont 27 % résident dans les quartiers informels. La municipalité dessert 520 000 clients ruraux et urbains en services d'eau et d'assainissement. Durant la crise, la société d'eau a été particulièrement confrontée aux difficultés d'alimenter les quartiers informels qui ont des densités élevées. Des interruptions fréquentes de l'approvisionnement en eau ont été notées en raison des branchements illégaux provoqués par les niveaux élevés de pauvreté et de chômage. La déconnexion des branchements illégaux a été suspendue pendant la pandémie et l'accent a été mis sur la fourniture de services gratuits et la réparation

*Pendant la crise sanitaire, les sociétés d'eau ont dû faire face à la baisse des revenus, l'augmentation des coûts et la nécessité de maintenir la qualité du service*

des fuites. Des équipes dédiées ont été mises en place pour répondre rapidement aux demandes. La société d'eau a pu ainsi garantir la disponibilité de l'eau pour tous les résidents grâce à (i) la continuité de l'approvisionnement en utilisant des camions-citernes et des réservoirs dans les zones dépourvues d'approvisionnement en eau et (ii) l'identification des hotspots qui sont approvisionnés en eau en urgence.

## LES MESURES SOCIALES PRISES PAR LES GOUVERNEMENTS ONT EU UN IMPACT NÉGATIF SUR LA TRÉSORERIE DES SOCIÉTÉS D'EAU

Au Sénégal, le gouvernement a décidé de soutenir les ménages dans le paiement des factures d'eau pour la période allant de mars à avril 2020, représentant un montant de 3 milliards de FCFA (5 millions de \$) touchant environ 670 000 consommateurs. Dans plusieurs pays, le gouvernement a aussi ordonné la suspension de la facturation de l'eau (pour tout ou partie de la population). Toutefois, les coûts de cette suspension et l'accumulation des arriérés de paiement des factures d'eau des administrations pourraient avoir des répercussions durables sur la viabilité financière des sociétés d'eau. À court terme, il existe un risque élevé d'interruption de la continuité des services en raison de coûts opérationnels non couverts, tels que les produits chimiques pour le traitement de l'eau et les pièces de rechange.





En Ouganda, la National Water and Sewerage Company (NWSC) a connu pendant la crise une baisse significative du taux de recouvrement des factures d'eau de ses abonnés qui est passé de 98 % en janvier 2020 à 61 % en mars 2020 du fait des mesures prises par le gouvernement pour interdire toute déconnexion du service d'eau pour défaut de paiement. Pour faire face à cette situation, NWSC a pris les mesures suivantes pour diminuer l'impact de ces mesures sociales :

- Engagement du gouvernement à : i) apurer leurs arriérés de paiement ; ii) fournir des subventions d'exploitation ;
- Prêts commerciaux pour les besoins prioritaires, par exemple les produits chimiques et les réactifs et paiement des dettes en cours aux fournisseurs de produits chimiques afin de garantir les approvisionnements.

La suspension de la facturation pourrait aussi avoir des répercussions à long terme sur la volonté de payer de larges pans de la population et compte tenu de la sensibilité politique de la question, pourrait compliquer encore plus la phase de recouvrement.

## APRÈS LA CRISE, LES SOCIÉTÉS D'EAU AURONT BESOIN DE RENFORCER LEUR RÉSILIENCE

Pour réussir cette phase de recouvrement et de construction et faire face aux futures pandémies, il est primordial que les sociétés d'eau en Afrique mettent en place des stratégies de résilience pour la fourniture de services d'eau, d'assainissement

et d'hygiène à l'ensemble des populations desservies. Plusieurs solutions s'offrent à elles :

### METTRE EN PLACE DES MESURES POUR ACCÉLÉRER L'ACCÈS À L'EAU DES POPULATIONS LES PLUS DÉMUNIES

Pour atteindre le 6<sup>e</sup> Objectif de Développement Durable, l'Afrique doit investir massivement dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement au cours des dix prochaines années.

Cependant, les pays africains ne consacrent pas plus de 0,5 % de leur PIB à ce secteur et n'y investissent qu'une petite partie de l'aide internationale. Ce problème vital d'accès à l'eau potable se pose avec d'autant plus d'acuité que le taux d'urbanisation augmente très rapidement sur le continent. En 2050, les ⅓ des 2,2 milliards d'Africains vivront dans des villes et des bidonvilles. D'immenses mégapoles comme Lagos (23 millions d'habitants) ou Kinshasa (12 millions) ainsi qu'une centaine d'autres

villes de plus d'un million d'habitants, vont doubler leurs populations dans les prochaines années. Les sociétés d'eau doivent donc anticiper sur ce phénomène et travailler en étroite collaboration avec les services de l'urbanisme pour harmoniser leurs interventions notamment en vue de la restructuration des quartiers spontanés et précaires. Il s'agira de trouver des solutions innovantes d'alimentation en eau potable et de gestion des services d'eau (dont le recours à des opérateurs privés locaux issus de la communauté comme à Ouagadougou au Burkina Faso) dans ces zones à forte densité de populations travaillant le plus souvent dans le secteur informel et dont les revenus très irréguliers ne leur permettent pas de payer des factures d'eau tous les deux ou trois mois.

*Au Sénégal, le gouvernement a décidé de soutenir les ménages dans le paiement des factures d'eau pour un montant de \$5 millions*





## GARANTIR LA VIABILITÉ FINANCIÈRE À LONG TERME DES SOCIÉTÉS D'EAU

Selon une étude récente de la Banque mondiale sur la performance des sociétés d'eau en Afrique, la moitié de ces sociétés ne disposent pas de recettes suffisantes pour couvrir leurs coûts d'exploitation et d'entretien. Il faudra donc renforcer les capacités opérationnelles et la résilience des sociétés publiques ou privées, afin qu'elles puissent fournir de l'eau de bonne qualité, en quantité suffisante et à un tarif politiquement et socialement acceptable tout en étant viables financièrement. Le fait de conditionner le soutien de l'État à des objectifs de performance qui soient tangibles, transparents, vérifiables et sous le contrôle du fournisseur de services peut éviter les inefficacités associées aux subventions traditionnelles. Les indicateurs de performance clés, élaborés par le gouvernement ou l'organisme de régulation, peuvent comprendre des normes de continuité du service, de réduction de la consommation d'eau non facturée, de renouvellement des réseaux et des compteurs, ou de traitement des plaintes des consommateurs.

Les sociétés d'eau peuvent également mieux reconstruire après la crise de la COVID-19 en utilisant notamment les possibilités qu'offre l'économie circulaire par la réutilisation des eaux usées et des eaux pluviales ainsi que le recours aux modèles de partenariat public-privé pour renforcer leur efficacité.

Le paiement des arriérés de l'administration peut constituer une mesure efficace à impact rapide pour assurer la continuité du service. En République Démocratique du Congo, les arriérés dus à la compagnie des eaux (REGIDESO) sont un problème de longue date et se sont élevés à 176 millions de dollars US en mars 2020. Le paiement d'une partie de ces arriérés (environ 30 millions de \$) a été envisagé pour permettre à la compagnie à couvrir son manque à gagner au cours des trois mois de crise.

## ADOPTER LES NOUVELLES TECHNOLOGIES POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ DE L'EAU

Comment tirer parti des nouvelles technologies pour une intervention efficace en cas d'urgence sanitaire et en phase de recouvrement ? Il convient de noter que les sociétés d'eau en Afrique sont souvent fortement limitées par le manque de données et de technologies de ce type. La plupart de ces sociétés ne disposent pas de données de base assez fiables

sur notamment les consommations unitaires des ménages, les habitudes de consommation, les pertes d'eau physiques et commerciales et l'identification des ménages les plus pauvres ainsi que les secteurs les moins desservis. La gouvernance des données est donc souvent inadéquate, ce qui fait que des données actualisées ne sont pas disponibles lors de crises comme celle de COVID-19 pour bien en mesurer les impacts. Toute analyse ne disposant pas de données crédibles et actualisées peut fausser les réponses actuelles et futures. L'identification des zones à risques et des personnes touchées par la cartographie géospatiale peut aussi aider à mettre en place des actions d'urgence efficaces. Il est démontré que les pays comme Singapour et la Corée du Sud disposant d'une infrastructure de données spatiales qui fonctionne bien ont obtenu de meilleurs résultats en matière de lutte contre les infections.

La mise en place de compteurs intelligents et de registres électroniques actualisés des pauvres et des personnes vulnérables pourra également permettre à ce type d'abonnés de payer leurs factures avec leurs téléphones mobiles à des fréquences plus courtes compte tenu de leurs revenus.

## CONCLUSION

La crise de la COVID-19 a exercé une pression supplémentaire sur un secteur essentiel de la réponse à la pandémie tout en réduisant l'une de ses principales sources de financement. Les leçons tirées des crises économiques précédentes ont montré une baisse des investissements dans les infrastructures hydrauliques consécutive à la diminution des investissements publics. Sans une volonté politique forte visant à allouer une partie des ressources des plans de relance budgétaire au secteur et en l'absence d'une adaptation des sociétés d'eau au nouveau contexte par des stratégies de riposte et d'anticipation innovantes, la crise sanitaire actuelle et celles à venir risquent d'amplifier les lacunes existantes en matière d'accès aux services d'eau gérés en toute sécurité et de compromettre la viabilité à long terme du secteur.